

LIBYE

qui déchantent

Il ne faut jamais oublier que la crise du Mali, c'est d'abord la conséquence immédiate de la chute brutale de l'ancien régime libyen. Les forces de l'Otan, qui ont accompli «la révolution populaire» en Libye via des raids aériens intensifs pendant huit mois, se sont contentées de l'essentiel à la fin des opérations : la protection des gisements et sites pétroliers. A aucun moment, ou alors si peu, les coalisés ne se sont préoccupés du sort des gigantesques stocks d'armement de l'ancien régime qui finira comme butin de guerre dont profiteront des nababs locaux, mais aussi les terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb. C'est d'ailleurs cette organisation terroriste qui a mis à genoux le Mali. Outre une guerre civile larvée qui se poursuit en Libye, en dépit d'un

black-out total sur l'information, il est quasiment certain qu'Al-Qaïda y trouve une base arrière dont elle n'osait même rêver du temps de Kadhafi. Il faut dire aussi que l'Otan est passée à autre chose depuis : mener et accomplir une autre «révolution populaire» en Syrie. Le Qatar, comme d'habitude, la Turquie, bien sûr, accomplissent, dans cette affaire syrienne, le gros du travail. Ainsi, à défaut d'une intervention militaire à la libyenne, ces deux pays se chargent de financer, armer et même entraîner les rebelles syriens, majoritairement islamistes bien entendu avec le résultat que l'on sait. Face à l'un des régimes les plus «policiers» et les plus féroces de la planète, les combats occasionnent des dizaines de morts quotidiennement parmi les

belligérants mais surtout le peuple syrien, et des centaines de milliers de réfugiés. Un drame humanitaire en soi et qui risque de prendre des proportions encore plus alarmantes. Pour quelle finalité ? Y implanter la démocratie ? Il faudrait peut-être rappeler qu'un autre peuple, celui du Bahreïn, avait cru, un moment, que lui aussi était concerné par la vague du printemps arabe. La majorité chiite amorcera alors des manifestations pacifiques contre le régime monarchique détenu par la minorité sunnite. Pour quelques jours seulement, puisque cette révolte sera immédiatement écrasée par des troupes militaires dépêchées par les régimes qatari et saoudien ! Et bien sûr, l'ONU, l'Otan, Washington et toute la smala n'ont rien vu...

K. A.

ÉGYPTE

Le discours de Morsi radicalise l'opposition

Par ses appétits de potentat gargantuesques, le président Mohamed Morsi semble avoir sérieusement engagé l'Egypte dans l'impasse. Les Cairotes, qui se sont réappropriés place Tahrir, ne veulent plus d'un président qui ne sert que la confrérie où il a tété sa sève doctrinale et idéologique. Du sang a de nouveau coulé, ajoutant à l'excitation politique d'une opposition inquiète de la dérive totalitaire que Morsi dessine pour le pays.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Crue politique dramatique au bord du Nil. C'est dit : le règne de Mohamed Morsi ne sera pas un long fleuve tranquille. Depuis quelques jours, la mythique place Tahrir au Caire est réinvestie par des milliers de manifestants très remontés contre un Morsi qui s'est arrogé, via décret, les pouvoirs absolus et qui s'apprête à voter, par voie référendaire, un texte constitutionnel jugé très limitatif des libertés. L'implication des Frères musulmans, partisans du président, dans ce bras de fer a fait que les choses s'enveniment davantage. La charge qu'ils ont menée mercredi contre les manifestants qui assiégeaient le palais présidentiel a charrié son lot de morts et de blessés. Sept personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées au cours des affrontements qui ont opposé

les deux camps. Les chars et les blindés ont dû être déployés dans les rues du Caire, notamment aux abords du palais présidentiel. Un décor qui sonne comme un prélude à une insurrection annoncée. La tension est en tout cas demeurée très vive vendredi. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des manifestants ont mis le feu au siège du parti des Frères musulmans. Le discours présidentiel prononcé jeudi, soit au lendemain des affrontements sanglants dans le quartier d'Héliopolis, a sonné faux, du moins il a raté de faire «entendre raison» à l'opposition. Comment se pouvait-il d'ailleurs être autrement lorsque Morsi, convaincu de son autorité, s'est déclaré jusqu'au-boutiste dans sa démarche. Ni il n'entend retirer son décret contesté ni ne consent à revoir la copie du texte constitutionnel qu'il compte bien soumettre à



Photo : DR

référendum à la date prévue, soit le 15 décembre prochain. Ceci dit, Morsi ne pouvait dès lors espérer être entendu, lui, qui, jeudi, a cru malin d'inviter l'opposition à dialoguer. L'opposition, regroupée dans le Front du salut national (FSN), présidé par Mohamed El Baradei, a fait savoir vendredi qu'elle rejetait l'offre de Morsi et a appelé à mani-

fester de nouveau. L'opposition tient toujours à ses préalables, à savoir que Morsi retire d'abord le décret par lequel il a élargi ses prérogatives présidentielles et accepte de rediscuter du projet de Constitution. Pas évident que Morsi cède. Le FSN estime, conséquemment, que les bases pour un dialogue sérieux et responsable ne sont pas réunies.

Le bras de fer est inscrit dans la durée. Qui d'entre le président et l'opposition flanchera ? La partie est indécise. Les risques sont grands. Tant est que, en filigrane, sinon ouvertement, ce sont deux projets de société qui s'affrontent. Les révolutionnaires de place Tahrir qui ont chassé Moubarak sont tournés vers la modernité et la démocratie. Les Frères musulmans qui sont intervenus en parasites pour profiter de la révolution ferraillent à asseoir les bases d'une théologie institutionnelle. La communauté internationale est vivement inquiète de ce qui se passe en Egypte. Le président américain Barack Obama a, en effet, exprimé ses inquiétudes. Obama a passé un coup de fil à Morsi. De son côté, le haut commissaire de l'Onu aux droits de l'Homme, Navi Pillay, s'est dit alarmé par la situation en Egypte. Elle a déclaré examiner minutieusement le projet de Constitution controversé et le processus de sa préparation. L'Allemagne, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, a estimé que la révolution en Egypte est en danger. Elle a appelé à la cessation des violences et à l'ouverture du dialogue.

S. A. I.

SYRIE

Un conflit intercommunautaire aux répercussions désastreuses

Le soulèvement populaire ayant débuté en mars 2011 s'est vite mué en guerre civile. La violence, alimentée par de multiples interférences étrangères, ravive les haines entre communautés et renforce le régime en place. La crise, analysée comme un effet domino du «printemps arabe», s'installe dans la durée et bannit, au fur et à mesure, les similitudes avec les révoltes tunisienne, égyptienne et même libyenne.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le sang coule en Syrie. Elle est à feu et à sang et la situation sur le terrain a atteint de telles proportions qu'il serait peu probable que la violence ne baisse de sitôt. Le chaos est démesuré au point que déposer Bachar Al Assad ou renverser son régime ne règlera pas le problème. Plutôt émietter ce petit pays entre différentes factions antagonistes. Scénario qui n'arrangera surtout pas les voisins israélien et turc. D'où l'«impuissance» de la communauté internationale face à ce conflit qui menace d'embraser toute la région du Moyen-Orient.

Le régime

Le parti Baas, dominé par la minorité alaouite et prônant une idéologie dite de «socialisme arabe», a pu se maintenir au pouvoir en jouant sur un équilibre entre des forces vives dont les intérêts sont aux antipodes. Le régime a acheté l'allégeance des familles urbaines sunnites en marginalisant la paysannerie sunnite qui compose 70 % de la population syrienne, provoquant un clivage économique. De même

qu'il s'est rallié les chefs religieux (chiites, druzes, maronites, grecs orthodoxes, grecs catholiques, évangélistes, juifs...) et des tribus (arabes, kurdes, arméniens, turkmènes...) et instrumentalisé la peur des minorités. Les affrontements intercommunautaires qu'a connus la Syrie par le passé ont offert au régime un pilier qu'il a entretenu par des procédés clientélistes. La distribution des postes dans les différentes institutions de l'Etat répondait à des critères stricts de représentativité.

La guerre

Pour faire face à la contestation sociale, partie des campagnes sunnites mais dénuée de tout caractère confessionnel ou tribal, le régime a procédé en réprimant la révolte et en attisant la tension intercommunautaire.

Ainsi, l'enchevêtrement des appartenances identitaires a compliqué la situation sur le terrain. «Vous obtenez souvent tel ou tel poste grâce au piston d'une personnalité bien placée, originaire du même village que vous. Et si le général ou le notable qui vous a aidé vous demande aujourd'hui de prendre

les armes pour soutenir le régime, vous obéissez. Même chose si le cheikh, qui chez les Alaouites est votre initiateur aux secrets de la religion vous appelle à défendre la communauté», a conclu Fabrice Balance, maître de conférence à l'Université Lumière-Lyon II et directeur du groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient dans un entretien au magazine *Alternatives internationales*.

Les alliés du régime

Sur le plan interne, le régime bénéficie de l'«attentisme» de la bourgeoisie, les hommes d'affaires ont prospéré grâce à leurs connexions avec les businessmen du clan Assad. Et, si, sur le plan économique, le régime dispose encore d'une marge de manœuvre confortable, les réserves de change ont été estimées à 18 milliards de dollars américains en juin 2012, il continue surtout de bénéficier du soutien indéfectible de Téhéran (les Alaouites, 10 % de la population, étant une branche du chiisme) et la protection de la Russie et de la Chine, membres permanents au Conseil de sécurité. Bachar s'est rapproché des Russes en leur redonnant, en 2008, la base navale de Tartous, qu'ils avaient quittée au début des années 1990. D'autant que la Chine, insensible jusqu'ici à la démocratisation des pays arabes, ne risque pas de faire évoluer sa ligne de

non-ingérence. Ces deux puissances bloquent le vote d'une résolution pour intervenir militairement en Syrie.

Israël et Turquie

L'embargo sur les armes n'a pas atteint les circuits iraniens, libanais et russes et une intervention militaire risque de faire déborder la guerre en Palestine et au Liban et déstabiliserait la retenue observée jusque-là par Israël par rapport au conflit syrien. Chose que l'Etat hébreu ne souhaite guère, car il va être exposé à une réplique militaire et à un accroissement de la menace iranienne. Israël considère que les événements de Syrie fragilisent l'axe syro-iranien mais, ne cache pas ses craintes quant aux alternatives à Assad. Ce conflit permet, par contre, à la Turquie de faire valoir sa puissance régionale et maîtriser un espace vital pour ses Kurdes indépendantistes. Elle soutient ainsi l'opposition et l'armée syrienne libre.

Un soutien qui préoccupe au plus haut degré la minorité kurde en Syrie qui, bien qu'elle nourrit de la rancœur à l'égard du régime du Baas, a peur d'une intervention turque dans le territoire syrien frontalier tout autant que la majorité arabe sunnite. Une telle alternative en Syrie pourrait ne pas arranger cette minorité qui jouit de droits spéciaux sous le régime d'Al Assad.

L. H.